

## LA GUERRE ET LA PAIX (1)...

Depuis quelques années, les peuples commençaient à s'animer au souffle régénérateur de la démocratie socialiste; les classes ouvrières, naissant à la vie intellectuelle et morale, recherchaient scientifiquement les causes des désordres sociaux qui affligent encore l'humanité; la solidarité humaine commençait à s'affirmer pratiquement; une vaste organisation internationale allait bientôt relier entre eux les prolétaires de tous pays et de toutes professions; la démocratie avait trouvé, en un mot, une base d'opération conforme aux tendances modernes, et une formule d'organisation générale qui devait tôt ou tard lui assurer le concours moral et matériel de tous les opprimés.

Le despotisme, sous toutes ses formes, craignait ce mouvement pacifique qui s'opérait au sein des masses populaires; il avait compris que ce travail calme et profond aurait des conséquences bien autrement efficaces que les émeutes des rues. Il fallait, à tout prix, anéantir ce mouvement, avant qu'il n'éclatât, ou tout au moins le paralyser, en détournant l'attention publique des questions sociales.

La diplomatie raviva les haines de races qui s'éteignaient; des armées permanentes, habilement dressées aux boucheries humaines, ne demandaient pas mieux que de faire merveille et d'acquérir un peu de gloire; instruments serviles des castes gouvernantes, on avait étouffé en elles le sentiment du droit pour leur apprendre à marcher à la voix d'un chef.

Des troupes innombrables, munies d'un matériel de guerre terrible, se sont ruées les unes sur les autres; le choc a été épouvantable: le nombre des morts effraie l'imagination, les cris des blessés forment un concert infernal, de riches campagnes sont dévastées, des cités détruites, la misère, peut-être la famine, montre sa tête hideuse. - Quelle leçon les humains ont-ils retirée de ce jeu sanglant? - On s'est généralement indigné, en voyant la «*paix européenne*» compromise par la volonté d'une diplomatie intrigante, on a maudit les auteurs de cette guerre qui arrêtait court l'essor industriel et commercial, on a pleuré sur le sort des victimes des ambitions dynastiques, on a souscrit pour soulager les blessés, les familles des sacrifiés; puis est venue la fin honteuse de l'empire de Bonaparte et la proclamation de la République; la Prusse militaire a continué de faire la guerre à la France républicaine, comme si le peuple était responsable des crimes de ses gouvernants.

Aujourd'hui, les uns désirent la victoire de la République française, parce qu'ils sympathisent avec les idées républicaines; les autres, le triomphe des armées prussiennes, parce qu'ils voient dans la jeune République la Révolution européenne, et qu'ils craignent cette révolution; mais le grand nombre, au fond, désire que cela finisse vite, pour que chacun puisse reprendre ses occupations habituelles en toute sécurité.

Cette guerre, comme toutes celles qui l'ont précédée, n'est-elle pas le résultat logique de l'organisation sociale actuelle, et, au lieu de perdre notre temps à formuler des désirs de pacification, n'avons-nous pas à rechercher d'une manière approfondie les causes premières de ces désastres périodiques, ainsi que les remèdes capables d'y mettre fin pour toujours?

Hommes de la pensée et de l'action, ce n'est pas par de pieux désirs que l'on remédie au mal. A l'œuvre donc, chacun suivant ses facultés!

-----

La cause qui apparaît premièrement à l'observation de tous ceux qui, ne se contentant pas d'accepter passivement les faits, en recherchent les causes pour en déduire les moyens propres à combattre ces faits s'ils sont nuisibles, cette cause immédiate des guerres est certainement l'organisation militaire.

(1) *La Guerre et la Paix*, par Adhémar Schwitzguébel, Saint-Imier, *Propagande socialiste*, 1871, Prix: 10 centimes. (Note de l'édition de 1908).

Nous n'avons pas à insister longuement sur ce fait. La constitution d'une armée n'a sa raison d'être qu'en vue de la guerre offensive ou défensive; pour être un véritable homme de guerre, il faut abdiquer l'idée du *Droit humain*, et ne plus, avoir d'autre guide que le *Devoir envers l'Autorité*; la première condition de la puissance d'une armée est la *Discipline*, ce qui implique soumission absolue de la volonté individuelle aux ordres du chef. En un mot, l'homme, en devenant soldat, abdique pour devenir machine.

La personnalité humaine surtout dans l'époque de civilisation relative où nous sommes, ne s'annule cependant pas ainsi complètement; si on enlève à l'individu le but moral, par lequel il cherche la complète jouissance de ses droits, il faut pourtant donner un élément quelconque à son activité morale. Le génie infernal du despotisme inventa pour le soldat la *Gloire militaire*, l'*Honneur du drapeau*.

C'était là satisfaire l'ambition qui germe au fond de tous les cœurs, donner une apparence noble et sacrée au dévouement que l'on exigeait du soldat, tout en forgeant l'anneau le plus solide de la longue chaîne par laquelle le despotisme retient les peuples en esclavage.

La vie monotone des casernes ne répondant pas au but, il fallait stimuler l'ardeur, les ambitions des armées, par l'espoir des grandes luttes, des victoires éclatantes remportées sur des armées rivales. Lorsque le défenseur du sol natal se trouvait ainsi transformé en brute sauvage, ne rêvant plus que carnage et pillage pour gagner un galon ou une épulette, il ne restait plus qu'à pousser le cri: «*Sus au Prussien! Sus au Français!*». Tels étaient les mots d'ordre sauvages que se répétaient partout des hommes faits pour s'aimer, mais qui se haïssaient parce qu'on leur avait dit que la France en voulait à l'honneur, à la gloire de la Prusse, et vice versa.

Les guerres périodiques sont donc avant tout le produit, la conséquence forcée de l'organisation militaire.

-----

Cette organisation militaire, si funeste par ses conséquences aux intérêts de l'humanité, comment prit-elle naissance?

Car si nous voulons découvrir toutes les causes des guerres, nous devons rechercher l'enchaînement logique des faits, c'est-à-dire que nous devons remonter aux causes fondamentales.

L'organisation militaire n'a pas d'autre cause première que l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est ce que nous allons nous efforcer de démontrer.

Par le fait de l'inégalité physiologique existant entre les individus et du manque d'organisation économique dans la société humaine, les plus forts, les plus habiles devaient peu à peu concentrer entre leurs mains non seulement les produits de leur travail personnel, déjà supérieur à celui des faibles et des inhabiles, mais encore une partie, sinon la totalité, des fruits du travail de ces derniers, d'où résulta l'inégalité des conditions sociales, c'est-à-dire la constitution des classes.

Les classes privilégiées durent nécessairement donner une sanction quelconque à leurs privilèges, pour les préserver contre les attaques des exploités: la jurisprudence, la politique, la religion, tels devaient être les moyens par lesquels on ferait respecter, à travers les siècles, le fait de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La nature poussait les hommes à la sociabilité; l'ambition, s'emparant de cette disposition, fit que la tribu, loin d'être le groupement des forces individuelles en vue du bien-être de tous, devint le fondement d'un état social où la guerre devait être en permanence.

Les tribus, au lieu de vivre en paix les unes avec les autres, se firent la guerre; les plus puissantes, englobant dans leur sein tout ce qui était trop faible pour leur résister, constituèrent des empires dont les chefs déterminèrent les limites; les peuples, aveuglés par l'ambition de leurs gouvernants, s'élevèrent les uns contre les autres; une différence d'origine fit naître ce mot qui déshonore l'humanité: *Étranger*.

Quels étaient ces hommes qui, à la tête des tribus, des empires, parquaient ainsi les peuples? Les mandataires de ces castes privilégiées, qui, accaparant pour elles les richesses, n'avaient pas d'autre but que de s'en garantir la jouissance.

Dans la tribu, on établit des coutumes, et malheur à qui les violerait; le chef et son conseil, c'est-à-dire les

notables, étaient là pour condamner, et le bourreau était apparu en même temps que le despotisme.

Dans les empires, l'humanité ayant marché, le système avait été perfectionné. Toute une classe s'était réservé le soin de réglementer les coutumes; la Loi était apparue, et l'étude et la connaissance des lois, sous le nom de jurisprudence, étaient devenues une science.

Formuler la Loi et la faire exécuter constitua, sous le nom de Politique, la science du gouvernement.

Il ne manquait plus à cet échafaudage qu'une sanction mystérieuse, imposant aveuglement aux hommes ce que leur raison aurait pu trouver d'inique dans le système d'exploitation et d'oppression organisé sous le nom de gouvernement. - La Religion sanctifia tout.

Ainsi furent établis les États territoriaux, antagonistes entre eux au dehors, et constituant du dedans, sous le nom d'ordre politique et judiciaire, le plus formidable système d'oppression populaire que l'on puisse imaginer.

-----

Les États territoriaux, quelle peut être la cause qui les contraint à cet antagonisme réciproque?

L'État territorial est, tout d'abord, constitué par une agglomération formée d'individus habitant un territoire déterminé. Ces individus sont censés ne pas considérer comme ayant les mêmes intérêts qu'eux les habitants d'un autre territoire, et c'est pour sauvegarder leurs intérêts propres qu'ils constituent un État. Ces agglomérations territoriales d'individus, auxquelles on a donné le nom de nation, se considèrent donc toutes comme ayant un intérêt particulier à défendre contre les agressions des autres États. Si nous réfléchissons à ce qui a déterminé la constitution politique des États, ce que nous disons plus haut n'étonnera plus: *Organiser une puissance publique pour sauvegarder des intérêts privilégiés*, telle fut l'origine de l'État; comme cette organisation, au lieu de se faire universellement, se fit territorialement, ces différentes organisations territoriales devaient avoir pour but de sauvegarder les intérêts qu'elles représentaient tout autant contre les agressions du dehors, de l'étranger, que contre celles venant des ennemis intérieurs.

Il y a plus: la constitution de l'État, ayant pour base l'oppression, devait avoir pour conséquence l'oppression. Pourquoi ces classes privilégiées, qui, de tous temps, se sont emparées de l'État, pour le façonner d'après leurs intérêts, n'auraient-elles pas cherché à augmenter le cercle de leurs intérêts en élargissant le territoire? Pourquoi n'auraient-elles pas inauguré les guerres de conquêtes?

La grandeur de la nation se combinait si merveilleusement avec leurs intérêts de caste, qu'il n'y avait pas à hésiter.

Voilà comment les États territoriaux devaient naturellement être antagonistes les uns des autres, et voilà ce que sont, au fond, les idées de patrie, de nationalité; la haine réciproque des peuples, au profit des castes gouvernantes.

Nous pensons que, le principe de l'État territorial déterminé, il est inutile d'insister sur la nécessité imposée à ces États de s'organiser militairement. C'était une conséquence forcée de leur antagonisme, et ce n'est que par la suppression des États territoriaux que cette nécessité disparaîtra.

-----

Examinons maintenant ces États quant à leur organisation intérieure.

Nous avons vu que l'ordre politique et l'ordre judiciaire, par lesquels se manifeste la constitution intérieure de l'État, n'ont pas d'autre but que d'assurer, aux classes dominantes, la jouissance de leurs privilèges.

De même qu'entre les différents États territoriaux il existe logiquement un antagonisme, de même aussi, dans l'État, entre les classes privilégiées et les classes déshéritées, il existe un antagonisme.

Dans les conditions actuelles, cet antagonisme se manifeste surtout par les luttes entre le Capital et le Travail. Le Capital, concentré entre les mains de la bourgeoisie, ne se livre au Travail qu'à des conditions tellement onéreuses que la situation économique des travailleurs va en empirant, tandis que celle des capitalistes s'embellit de toutes les jouissances morales et matérielles dues à la production moderne; de là des

luttres incessantes, qui, sous le nom de grèves, révèlent une guerre sourde, qui peut devenir bien autrement terrible que les guerres nationales ou dynastiques: la guerre sociale.

La Loi actuelle, issue des conceptions de la bourgeoisie, consacre d'une manière absolue les privilèges de cette classe. Le gouvernement, exécuter de la Loi, est donc nécessairement appelé à prendre fait et cause pour le privilège économique, dans les conflits survenant entre capitalistes, patrons et travailleurs salariés.

L'autorité morale et de la Loi et du gouvernement ne suffisait cependant pas à imposer aux ouvriers le respect absolu des conditions actuelles. L'armée, que l'État territorial avait dû organiser en vue de se protéger contre le dehors, devait servir à l'État politique et juridique pour se garantir au dedans. C'est ainsi que le soldat devint l'assassin de l'ouvrier.

L'enchaînement des causes et des effets, relativement à la guerre, nous apparaît ainsi d'une manière simple, quoique terrible.

Inégalité des conditions, par suite du privilège économique pour les uns, du paupérisme pour le grand nombre; constitution des États politiques, juridiques et territoriaux, dans le but de garantir au dedans, comme au dehors, les privilèges des classes dominantes; nécessité d'une organisation militaire, propre à défendre l'état de choses existant; et enfin nécessité des guerres périodiques pour satisfaire aux ambitions militaires.

Nous connaissons maintenant les causes fondamentales des guerres; nous pouvons donc nous occuper des moyens propres à supprimer ces causes, car, en nous bornant à attaquer l'effet, sans toucher à la cause, nous aboutirions simplement à ce résultat: l'effet apparaîtrait bientôt sous une autre forme.

Rien n'est aussi absurde que le système du juste milieu, qui reconnaît le mal, mais qui redoute encore plus le remède. Pour nous, tâchons d'être logiques.

La cause immédiate des guerres étant l'organisation militaire, c'est donc cette organisation qu'il faut supprimer si nous ne voulons plus de guerres.

L'organisation militaire étant cependant nécessitée par la constitution sociale actuelle, c'est cette constitution qu'il faut transformer de manière à ce que l'organisation militaire ne soit plus une nécessité.

- Mais c'est une révolution complète, nous diront une foule de gens qui gémissent sur les guerres, mais qui ont aussi la chair de poule au seul mot de révolution. - Soit, c'est une révolution, et pour qu'elle soit vraie, efficace, il faut qu'elle soit destructive, d'une manière complète, de l'ordre social actuel, c'est-à-dire il faut qu'elle soit avant tout an-archiste.

Nous entendons déjà les clameurs intéressées de tous les gens d'ordre; et pour ne pas allonger inutilement le débat sur ce point, nous dirons à tous les hommes de bonne foi: Quel est cet ordre qui nécessite pour être garanti:

1- D'immenses armées vivant dans l'oisiveté, qui absorbent une bonne partie des produits du travail, et qui, à de certaines époques, - elles qui sont censées défendre la propriété, la famille, - se répandent en troupes sauvages au sein des campagnes et des villes, pour piller, saccager, tuer, c'est-à-dire anéantir la propriété, la famille;

2- Une classe de jurisconsultes, occupés essentiellement à faire des lois, pour garantir les privilèges économiques, et absorbant, eux aussi, une certaine quantité de produits, en récompense d'un travail improductif;

3- Toute une bureaucratie, vivant grassement des revenus du peuple, pour obliger ce peuple à exécuter les lois établies par les jurisconsultes;

4- Enfin un clergé absorbant aussi sa part du revenu public, pour menacer sans cesse le pauvre peuple des flammes éternelles, s'il ne se soumet pas humblement à l'ordre établi.

Un ordre social qui nécessite une si formidable machine gouvernementale, juridique et militaire pour se préserver contre les attaques qui peuvent être dirigées contre lui, n'est pas l'ordre.

La vérité simple est qu'il y a une classe qui domine et une autre qui est opprimée. Au nom du droit naturel, nous avons le droit de protester contre un pareil état de choses, et le devoir de travailler à une organisation sociale d'où résulte véritablement l'ordre.

Utopie, nous diront les gens qui croient à l'éternité du fait établi et qui doutent du Progrès dans l'Humanité.

Examinons si l'ordre peut être établi dans la société.

-----

Pour rechercher la possibilité d'établir un ordre social reposant sur la justice et non sur le parasitisme des uns et le paupérisme du grand nombre, nous devons remonter au principe constitutif des sociétés humaines.

Le travail est la première nécessité, tant individuelle que sociale; c'est là une affirmation qui, aujourd'hui, n'a plus besoin d'être démontrée pour être reconnue vraie.

Sans organisation du travail, le fait social que nous avons déjà constaté plus haut, la division en classes, devait nécessairement se produire, les uns s'appropriant individuellement, non seulement les produits du travail des autres, mais encore le fonds, et arrivant ainsi à être détenteurs absolus de la source des richesses. La personnalité humaine elle-même fut sacrifiée, et l'esclavage devint une chose sacrée aux yeux des privilégiés.

Après bien des siècles, à la suite de causes aussi inflexibles les unes que les autres, l'esclavage disparut peu à peu pour faire place au servage. La féodalité modifia le principe de propriété dans ce sens que le sol en fut la base essentielle, de sorte que l'homme n'eut, de valeur que par rapport au sol; le serf ne fut plus attaché personnellement au seigneur, comme l'était l'esclave antique vis-à-vis de son maître, mais il était attaché au sol, à la glèbe, et en cela consiste la modification fondamentale qui s'opéra de l'esclavage au servage. La constitution des communes, différentes ordonnances des gouvernements, apportèrent des changements notables dans la position des serfs, mais ce ne fut que lorsqu'en 1789 fut abattu l'arbre de la féodalité du moyen âge, que le servage disparut complètement.

A partir de l'organisation des communes se manifeste un fait important dans l'histoire. À mesure que s'affaiblit la féodalité, qui était résultée de l'invasion des barbares, se forme peu à peu, protégée par la constitution des communes, la bourgeoisie ou Tiers-État. Tandis que les seigneurs avaient le sol, les bourgeois développaient l'industrie et le commerce et accumulaient des richesses. Le capital - entendu ici dans le sens restreint du travail accumulé de l'industrie - prédominait peu à peu, et ce fut plutôt en vue de briser les chaînes qui entravaient son développement industriel et commercial, que dans l'intérêt du peuple, que la bourgeoisie fit la Révolution. Comme la chute du monde féodal était un immense progrès dans l'humanité, que c'était le seul but compris par les masses populaires, le Tiers-État, en anéantissant ce vieux monde, fut réellement le représentant du peuple tout entier.

Mais toutes les insurrections, toutes les révolutions qui se firent au nom de la Liberté humaine, et modifièrent les conditions sociales, n'eurent en définitive d'autres résultats que la consécration, sous de nouvelles formes adoucies, du principe de l'inégalité, et par suite la confiscation, au profit d'une minorité, de la liberté du grand nombre. La formule politico-économique de la révolution de 1789 est celle-ci: «*Travaille, et jouis librement du produit de ton travail*». Mais la garantie de la liberté, - l'instrument de travail, - la révolution ne se préoccupa nullement de l'assurer au peuple (2); aussi ne retira-t-il que peu de bénéfice de cette révolution; par contre, la bourgeoisie, ayant brisé tous les obstacles qui s'opposaient à son essor industriel et commercial, et ayant entre ses mains l'instrument de travail, - le capital, - devint la détentrice absolue de la richesse sociale et prit possession de tous les pouvoirs publics. Son règne était assuré, les libertés purement politiques concédées au peuple était bien loin d'être cette vraie liberté qui ne peut résulter que de l'égalité économique.

Alors que la bourgeoisie arrivait à l'apogée de sa puissance, le socialisme était révélé aux masses populaires par quelques hommes de génie, et un instant, en 1848, il sembla qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour l'humanité. Mais la réaction bourgeoise triompha de la révolution sociale.

Quelques années plus tard, l'Internationale était fondée, et les ouvriers, tout en procédant à leur organisation fédérative pour se garantir mutuellement contre les empiétements du capital, abordaient l'étude des questions les plus ardues de la science sociale.

(2) Il y aurait une réserve à faire au sujet de cette assertion trop absolue. Quelques révolutionnaires voulurent très sérieusement et très passionnément assurer aux déshérités de la société, aux «*sans-culottes*», la propriété, l'instrument de travail; mais ils furent presque tous guillotins par les contre-révolutionnaires.

L'idée collectiviste naquit de ce double travail d'organisation et d'études scientifiques. L'histoire de l'économie politique et sociale apprit aux travailleurs que la source de toute richesse est essentiellement collective, que l'appropriation individuelle de la richesse, outre qu'elle est un privilège, est la cause fondamentale des iniquités sociales, exploitation économique de l'homme par l'homme, et consécration légale des privilèges qui en résultent par l'État politique et juridique. - Les ouvriers conclurent nettement à la propriété collective, comme au seul moyen de garantir à tous l'instrument de travail. La scission entre les tendances bourgeoises et les tendances socialistes du prolétariat fut dès lors complète; puissent les ouvriers s'élever à la hauteur de cette situation nouvelle.

-----

Comment s'organisera la propriété collective? Par l'État transformé, nous diront les communistes autoritaires; par les groupes de producteurs échangistes, dirons-nous à notre tour, nous collectivistes-anarchistes.

Le principe autoritaire est condamné par la raison philosophique; si la liberté se concilie avec l'ordre, elle exclut par contre l'autorité.

L'État, dans ses différentes manifestations historiques, est également condamné; tout État ne peut être que l'organisation d'une autorité quelconque.

Quant aux groupes de producteurs-échangistes, voici quelle nous paraît devoir être leur constitution:

Les horlogers d'une localité s'associent par un contrat librement débattu et consenti par tous, garantissant à chacun ses droits de travailleur et sauvegardant les intérêts communs de la profession; chaque métier de la localité agit de même; tous se fédèrent pour se garantir mutuellement la jouissance du capital social, organiser l'échange et les services publics locaux; puis les Communes se solidarisent, constituent les Fédérations régionales suivant leur situation géographique et l'identité de leurs intérêts économiques; la Fédération internationale des Communes, remplaçant les États politiques, juridiques et territoriaux, se constituant de bas en haut, assure à tous les individus la pratique de la liberté, et réalise dans l'ordre social la solidarité économique, - l'une reposant sur le droit naturel, et l'autre découlant de la science sociale.

Telle nous paraît devoir être la base de l'ordre réel. Nous avons eu jusqu'ici l'ordre par l'autorité; le despotisme sous toutes ses formes en est résulté. L'Humanité, aspirant au bien-être moral et matériel de tous ses membres, réclame aujourd'hui l'ordre par la pratique de la liberté.

L'Humanité actuelle contient-elle les éléments nécessaires à la réalisation pratique de ses aspirations intimes? Si la société moderne ne possède pas les éléments propres à une nouvelle transformation sociale, il est évident que nous, démocrates socialistes, nous sommes des rêveurs.

Que sont ces immenses associations de métiers fédérées internationalement, et groupant dans leur sein toutes les forces morales et matérielles du prolétariat? Ce sont les germes de la Commune sociale et de la Fédération internationale des Communes.

L'*Association internationale des travailleurs* nous apparaît donc comme l'organisation des forces révolutionnaires du prolétariat, le centre commun des aspirations socialistes des classes ouvrières; en un mot, elle contient tous les germes organiques de la société nouvelle; comme aussi la puissance de réalisation pratique, lorsque les événements faciliteront cette action suprême. C'est à ces différents titres que nous, travailleurs de tous pays et de toutes professions, nous lui devons notre concours moral et matériel.

Il est une foule de gens qui maudissent sincèrement les guerres, mais qui détestent encore davantage l'Internationale. Il faudra pourtant que ces personnes se résolvent à voir la continuation des guerres à perpétuité, ou à apporter leur concours à l'Association internationale, car c'est par elle seule que pourront être détruites les causes des guerres.

Puisse le peuple travailleur de France, redevenu maître de ses destinées, s'inspirer de son génie révolutionnaire et donner le signal de l'affranchissement général.

Le despotisme, sous toutes ses formes, a fait assez de victimes; il est temps que se réalise la devise humanitaire: *Liberté, Égalité, Fraternité*.

**Adhémar SCHWITZGUÉBEL.**